N^o 14.

SÉNAT DE BELGIQUE.

A Monsieur le Président du Sénat.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi sur les distilleries est d'un trop haut intérêt pour ne pas fixer l'attention du pays ; elle porte le cachet de la loi de 1822. C'est le même principe , avec cette différence que la loi de 1822 avait pris des précautions relativement au trésor , que celle - ci a négligées.

Je prends donc la respectueuse confiance de vous soumettre quelques observations sur la matière , vous suppliant de les déposer au Sénat si vous les croyez susceptibles de mériter son attention.

J'ai l'honneur d'être avec les sentimens les plus distingués ,

Monsieur le Président,

Votre très-humble et très-
obéissant serviteur,

Signé , J. C. ANCIAUX.

Glimes , ce 9 mars 1833.

RÉFLEXIONS**SUR LA LOI DES DISTILLERIES.**

La distillerie est à l'agriculture ce que le sang est au corps humain ; en effet elle consomme et elle fait valoir les grains que l'agriculture récolte ; elle engraisse les bestiaux qu'elle élève en doublant leur valeur ; et après avoir donné à ses produits , le plus haut prix , elle rejette dans ses champs une telle fertilité qu'elle restitue à l'agriculture avec usure , tout ce que celle-ci lui a procuré à prix d'argent.

S'il n'y avait pas de distilleries, il faudrait, pour la prospérité de la Belgique, les inventer , et l'auteur d'une telle invention mériterait une récompense nationale insigne. Nous les avons et nous pouvons les élever à un tel degré de perfection que nous primerons sur toutes les autres nations, si le législateur peut comprendre qu'il est impossible de faire une loi juste sur la matière.

La Chambre des Représentans entraînée sur la pente de l'erreur par la fiscalité qui prétendait que la fraude rendait impuissante l'autorité de la loi , a cru qu'elle parviendrait à la terrasser par la modicité de l'impôt ; vain espoir ! la fraude se relevera sous une autre forme avec l'appui de la loi , plus puissante que jamais , et du même coup elle ruinera le trésor et la distillation ; je vais essayer de le démontrer.

L'article 1^{er} établit le principe et l'économie de la loi , l'impôt se perçoit sur la cuve matière par journée de travail à raison de 18 cent. par hectolitre des matières en fermentation ; mais l'article 3 modifie le principe ; on entend (dit cet article) par jour de travail servant de base à l'impôt, les jours effectifs de midi à midi, pendant lesquels l'on effectue soit des mises en macération

des matières, soit des bouillées, soit des rectifications; les jours où les travaux ne sont pas continuels, sont néanmoins comme jours entiers.

Il s'ensuit donc que la journée pour l'ébullition commence lorsque la journée pour la fermentation finit.

Ce principe posé, l'article 14 prescrit de faire par série d'une ou de plusieurs quinzaines, la déclaration suivante :

1° Le jour de la première mise en trempe et en macération des matières.

2° La durée des travaux.

3° Le nombre et le N° des cuves à tremper et à macération.

4° La capacité de chacune d'elles.

5° Le N° et l'emploi des alambics ou chaudières dont on fera usage.

6° Les cuves de réunion et de vitesse qu'on emploiera.

7° Le jour de la fin des travaux.

L'article 49, § II, inflige la peine et détermine l'amende dont sera passible le distillateur qui anticipera ou retardera au-delà d'une heure le commencement ou la fin des travaux déclarés.

Ainsi le distillateur, comme dans la loi précédente, est obligé de déclarer d'avance pour quinze jours au moins le jour qu'il commencera ses travaux, le moment que la fermentation sera parfaite, le commencement et la fin de l'ébullition, à peine d'amende, si après l'heure de grâce tout n'est pas consommé.

Cette disposition de la loi est la même que celle de 1822, c'est une niche à procès-verbaux qui enrichira les agents du fisc au détriment des distillateurs, comme sous le règne du roi Guillaume; car il est impossible d'indiquer quand la fermentation sera parfaite, et si quelqu'un se croit suffisamment instruit pour faire une telle déclaration, le législateur pourra bien l'insérer dans la loi, qu'il veuille donc préciser le commencement, la durée et la fin des travaux, je prends l'engagement de prouver par une ex-

périence publique, qu'on a surpris sa religion et qu'il exige du distillateur ce que Dieu seul peut faire.

Le boulanger qui n'a besoin que de quelques momens pour faire subir à son pain la fermentation panaire, pourrait-il d'avance indiquer l'heure qu'il mettra son pain au four ?

Ne semblerait-il pas que l'action de la fermentation est aussi régulière que le mouvement d'une horloge ? donnons-nous des gardes de sanctionner de telles erreurs pour nos lois.

La fermentation alcoolique s'opère par le levain ; le levain pour agir a besoin du calorique, mais si ces deux agens ne sont pas employés avec un degré de force corrélatif à la densité des matières, la fermentation marche d'un pas si inégal qu'il est impossible de prévoir à 3, 4, 5, 6, 7 et 8 heures près, le moment où elle cessera ses fonctions.

Le secret de la fermentation est si difficile à pénétrer, qu'on ne saurait calculer par des chiffres, ni discerner par la vue, l'odorat, le goût et le toucher, quand elle est, ou quand elle sera parfaite ; mais grâce à la science, elle nous a procuré des instrumens qui suppléent en partie à l'insuffisance de nos sens, au moyen desquels nous pouvons juger si sa marche est trop lente ou trop active, et le moment où ses fonctions sont arrêtées.

Par un autre instrument qui indique les moyens d'élever ou de baisser le degré de chaleur qui excite ou qui tempère, selon les circonstances, la force que le levain doit déployer sur la densité des matières, on peut dans son écart ramener la fermentation dans sa voie naturelle, sans cependant pouvoir préciser à deux heures près quand elle s'arrêtera.

Une des causes qui augmente la difficulté de satisfaire à la loi sur ce dont il est ici question, c'est que les cuves matières sont placées dans le même local que les chaudières.

Quand on allume les feux pour bouillir, le degré de chaleur s'élève dans la proportion de leur durée ; quand on cesse de bouillir, le degré de chaleur diminue dans la même proportion qu'il

s'était élevé. L'influence que le feu exerce sur le degré de chaleur produit les mêmes effets sur l'action du levain qui agit à son tour sur la fermentation ; d'où il suit qu'elle agit, qu'elle se ralentit, qu'elle réagit selon le plus ou le moins de force que le degré de chaleur donne à l'action du levain.

De là, cette différence dont le distillateur subjugué par la routine ne peut pas se rendre compte : comment avec la même qualité de grain il retire aujourd'hui des produits depuis 2 jusqu'à 7 p. % de moins que ceux qu'il a retirés la veille.

Il y a trente ans, la distillation n'était qu'une routine assujétie à tous les caprices du préjugé ; aujourd'hui, malgré l'injustice des diverses législations qui ont voulu la régir, malgré la tyrannie de la fiscalité qui a tout fait pour l'écraser, la distillation a fait tant de progrès avec le secours de la chimie, qu'elle a des principes : c'est une science.

Le distillateur ne pourra-t-il donc pas encore, à l'abri de la constitution libérale qui nous régit, et en vertu de la loi naturelle, faire fruit de ses études et les mettre en pratique ?

La loi qui encourage et favorise l'éducation des vers-à-soie à prix d'argent, commettra-t-elle l'inconséquence de replacer, sous le joug de la fiscalité, la plus riche et la plus intéressante branche d'industrie nationale que nous possédons ?

Le distillateur sera-t-il enfin le seul qui ne pourra jouir du bienfait de la Révolution, et exercer sa profession avec la même liberté et la même protection que le fabricant de dentelles, de cachemire, de bronze doré, etc., etc.

Dès que le distillateur sera rassuré, que son industrie trouvera place dans les balances de la justice, alors, et ainsi que cela se pratique pour la culture des fleurs et des arbustes, il fera la dépense pour séparer ses cuves-matières de ses chaudières, afin de tenir dans le local où il placera les premières, le degré de chaleur convenable au genre de fabrication qu'il voudra pratiquer.

Ainsi le distillateur en pommes de terre maintiendra la chaleur à 18 degrés.

Le distillateur de féculés, en la saccharifiant par l'acide sulfurique, la maintiendra à 32 degrés.

Le distillateur de grains, d'après l'ancienne méthode, la maintiendra à 20 degrés.

Le distillateur de grains par extraction, c'est-à-dire en extrayant la drèche avant la mise en fermentation, la maintiendra à 28 degrés.

Le distillateur de la betterave et de la carotte emploiera les tuyaux de chaleur, parce que cette distillation a besoin d'une élévation de degrés insupportable.

Nous pourrions d'ailleurs par ce principe rendre un service au commerce, et distiller le riz avarié qui ne pourrait être livré à la consommation.

Alors le distillateur Belge, placé par la nature dans la position la plus favorable à ce genre de fabrication, primera sur toutes les nations de l'Europe, et ses produits auront la préférence sur tous les marchés, parce qu'ils seront les meilleurs et à plus modique prix.

Alors l'agriculture Belge, aidée du levier le plus puissant qu'il est possible de lui offrir, deviendra la plus nerveuse et la plus florissante de l'Europe.

Mais c'en est fait de tous ces avantages immenses que nous tenons dans les mains, si la distillation est soumise à la loi en projet, parce que le distillateur ne pouvant lui obéir, il est forcé d'opter entre deux moyens qui lui sont préjudiciables tous deux; c'est-à-dire, ou de bouillir trop tôt, ou de bouillir trop tard.

En bouillant trop tôt, il ne retirera pas tout l'alcool de ses matières; ses extraits auront moins de qualité, parce que la fermentation est forcée; mais ses résidus seront un peu meilleurs pour ses bestiaux, et il économisera une journée de travail; il gagnera conséquemment la moitié de l'impôt.

En bouillant trop tard, l'acide (véritable fléau de la distillation) pourra lui causer plus de préjudice qu'en bouillant trop tôt ; ses résidus seront plus mauvais, il perdra d'ailleurs une journée d'impôt, il fera donc une déclaration de 24 heures, parce qu'il perdra moins.

Il s'en suivra du système établi par la loi, que les recettes ne couvriront pas les dépenses, parce que les calculs ont été faits sur deux journées de travail au moins, tandis que tous les travaux se feront en 24 heures.

Que le distillateur éprouvera le même préjudice, parce qu'il sera forcé de reprendre l'art funeste qu'il a appris sous le règne de Guillaume, de préparer une cuve-matière à volonté pour l'ébullition.

Mais une circonstance dont on fut bien éloigné de prévoir les conséquences, c'est que le distillateur pourra réparer une légère partie de sa perte aux dépens du Trésor ; je le démontrerai tout à l'heure.

Ce n'est cependant pas le seul reproche que l'on peut faire à cette loi.

Nous avons divers genres de distillation dont les travaux et les produits diffèrent d'une manière si essentielle, que la justice en exigeait le classement ; mais sans égard à cette considération toute puissante, la loi les place toutes sans distinction sous le niveau de la fiscalité.

Ainsi le distillateur de pomme de terre sans ou avec un quart ou $\frac{1}{5}$ de grain qui retirera par hectolitre des matières macérées de $4 \frac{1}{2}$ litres à $5 \frac{1}{2}$, paiera le même impôt que le distillateur de grain d'après l'ancienne méthode, qui retirera 6 à $6 \frac{1}{2}$.

Et celui-ci paiera autant que le distillateur de grain par extraction, qui retirera $7 \frac{1}{2}$ à 8.

Et celui-ci paiera autant que le distillateur de betterave qui retirera $8 \frac{1}{2}$ à 9.

Et le distillateur de carotte qui ne retirera que $7 \frac{1}{2}$ à 8 paiera comme le distillateur de betterave.

Si la différence de tous ces produits provenait d'une mauvaise méthode de distiller ; une réduction dans cette hypothèse tendrait à récompenser l'ignorance ; mais si cette différence provient de la matière première qui produit plus ou moins d'alcool , alors il ne s'agit plus de privilège ni de faveur , mais il est question de justice.

Et si la propriété territoriale a obtenu de la loi le classement relativement à l'impôt , parce qu'une mauvaise terre ne rend pas autant qu'une bonne , la loi pourrait-elle le refuser à la distillation , lorsqu'elle présente dans ses produits des différences plus sensibles que celles que l'on rencontre dans la propriété territoriale ?

Et si les distilleries agricoles étaient fondées à réclamer des faveurs ou des privilèges ; y aurait-il plus de déviation de principes de les accorder, que de les avoir accordés aux distillateurs de fruit ? Heureusement les distilleries agricoles n'ont besoin que de justice et elles ne solliciteront jamais autre chose.

Je n'en finirais pas si je voulais faire ressortir tout ce que ce projet de loi a d'inquiétant pour la prospérité du pays ; je m'arrête donc ici parce que je crois en avoir dit assez pour établir la conviction qu'il n'est pas exécutable , il reste cependant un mot à dire sur les conséquences fâcheuses qui en résulteront pour le Trésor.

On peut considérer comme constant et en prendre acte , que la déclaration que le distillateur est obligé de faire avant de commencer ses travaux se bornera à 24 heures , parce que 18 heures et même 14 suffiront pour arrêter la fermentation par les acides minéraux et rendre les matières propres à bouillir , il restera donc 6 heures et même plus si l'on veut , pour terminer le reste des travaux ; l'impôt par conséquent sera de 18 centimes par baril des matières macérées.

La moyenne des produits des divers genres de distillation par baril des matières macérées sera de 7 litres , l'impôt par litre sera donc de deux centimes $58/100$, et la loi accorde 4 francs par hec-

tolitre à l'exportation, le trésor remboursera donc à l'exportation 4 centimes par litre, lorsqu'il n'en aura reçu que 2 cent. 58,100, il perdra conséquemment par litre 1 c 42,100.

Mais dit-on c'est un nouvel essai que l'on veut faire pour s'assurer si la modicité de l'impôt ne tuera pas la fraude.

Ce nouvel essai (et on ne doit rien en attendre de plus) apprendra l'année prochaine que la loi sur les distilleries n'a pas atteint le but, qu'il y a un déficit considérable à couvrir, donc qu'il faut changer la loi et augmenter l'impôt.

On a déjà tant de fois mathématiquement démontré les erreurs du fisc sur la matière, qu'on espérait enfin qu'une des causes qui avait provoqué la révolution, ne se reproduirait plus; mais s'il faut encore un dernier essai, ne perdons pas une troisième année d'attente à pure perte, ne nous exposons plus par l'imprévoyance de la loi, à toutes les réactions commerciales qui nous furent si funestes sous le règne précédent; abordons de suite la question avec franchise; qu'on ordonne donc que cet essai se fasse publiquement avec toutes les précautions possibles dans une des distilleries de Bruxelles, et en moins de quarante jours de temps le législateur saura ce que les principes appliqués à l'expérience ont appris, et il en saura plus qu'il n'en apprendra jamais par des rapports, des renseignemens, des procès-verbaux, des mémoires, des pétitions et tous les essais du fisc, parce que les principes et l'expérience n'ont pas de passions.

D'ailleurs, la distillation n'est pas la partie la plus intéressée en cause, l'agriculture l'est bien plus et la propriété territoriale l'est encore davantage, car en paralysant la distillation, c'est saper jusqu'au fondement la base de la prospérité nationale.

Du reste il est impolitique, peut-être même dangereux, de réédifier sur des fondations jetées par le Roi Guillaume, et plus particulièrement encore de commencer par la partie contre la-

quelle les plaintes et les critiques se sont élevées avec autant de force, que de justice et de raison.

Entraîné par amour pour mon pays sur un terrain où l'erreur peut causer tant de ravages, je sens le besoin de déclarer que je n'exerce pas la profession de distillateur.

Mais je me suis livré à l'étude de cette partie, parce que mon père, qui exerce la profession de cultivateur et de brasseur, me disait souvent, que la Belgique possédait les grains, les bestiaux, le charbon, le fer, le cuivre et le bois, que la distillation alliée à l'agriculture était donc une mine d'or plus précieuse à exploiter que toutes celles du Pérou.

Il me répétait sans cesse, que si le gouvernement comprenait bien le vrai principe d'économie politique « *détruisez les végétaux par les animaux, les végétaux se reproduiront au centuple ;* » il ordonnerait lui-même la construction des distilleries et à ses frais, pour obtenir toutes les conséquences avantageuses qui peuvent résulter de ce grand principe de la nature.

Ce raisonnement que la fiscalité n'a jamais voulu comprendre, me décida à rechercher dans la chimie, s'il n'y aurait pas moyen de retirer la distillation de l'ornière des préjugés qui la retenait pour ainsi dire en charte privée.

J'ai soumis les fruits de mes recherches et de mes études à l'expérience, j'ai obtenu quelques succès.

Ainsi, essai pour essai, si celui que j'ai l'honneur de proposer mérite d'être examiné, je paierai ma part du tribut que je dois à mon pays, et dans quarante jours le Législateur pourra avec pleine et entière connaissance de cause satisfaire l'attente du pays avec justice, sans courir aucun risque de compromettre de si hauts intérêts, à moins que le Sénat soit convaincu que le Projet de Loi soumis à sa sanction manque de justice, et qu'il sera en cas d'exécution, aussi préjudiciable à la distillation qu'au trésor.

(Signé) J. C. ANCIAUX.

Glimes, ce 9 Mars 1833.